

LIRE LA CONVENTION DE GENÈVE (1864)

Analyse de document écrit et Espace *Défendre la dignité humaine*

Public	: élèves à partir de 13 ans.
Disciplines	: Droit, Education citoyenne, Sciences humaines.
Conditions de réalisation	: avant ou après la visite de l'exposition <i>L'Aventure humanitaire - Défendre la dignité humaine</i> .
Temps de réalisation	: 45 minutes
Matériel nécessaire	: le questionnaire photocopié en nombre suffisant et crayon, support pour écrire.
Compétences	: Lecture, compréhension, réflexion.
Sources :	: par Bruno Corthésy, commissaire de l'exposition Henry Dunant + Gustave Moynier : un combat, MICR, octobre 2010 à mai 2011,.

Principe de l'activité :

Rendez-vous dans l'espace thématique *Défendre la dignité humaine*. La Convention de 1864 y est présentée. Cette activité permet de réfléchir sur le respect de la dignité humaine pendant en conflit.

Introduction

Organisée principalement par Gustave Moynier et Henry Dunant, une conférence diplomatique s'est tenue du 8 au 22 août 1864. Après quinze jours de séances à l'Hôtel de Ville, douze des seize pays représentés ratifient la Convention de Genève.

Proposition de questions à aborder

1. Art. 1. Pourquoi une telle insistance sur la neutralité ? Qu'est-ce que cela implique et laisse imaginer sur la pratique antérieure ?
2. Art. 4. Pourquoi une telle insistance sur le matériel ? Qu'est-ce que cela implique ou laisse imaginer sur les pratiques guerrières ?
3. Art. 5. Pourquoi une telle insistance sur le statut des civils ? Qu'est-ce que cela laisse imaginer sur l'implication et le traitement appliqué aux civils dans les zones de conflit ?
4. Art 6. Pourquoi cette distinction entre blessés ? Qu'est-ce que cela implique sur la pratique antérieure en fonction de l'origine des blessés ?

Texte

- ART. 1. Les ambulances et les hôpitaux militaires seront reconnus neutres, et, comme tels, protégés et respectés par les belligérants, aussi longtemps qu'il s'y trouvera des malades ou des blessés. La neutralité cesserait si ces ambulances ou ces hôpitaux étaient gardés par une force militaire.
- ART. 2. Le personnel des hôpitaux et des ambulances, comprenant l'intendance, le Service de santé, d'administration, de transport des blessés, ainsi que les aumôniers, participera au bénéfice de la neutralité lorsqu'il fonctionnera, et tant qu'il restera des blessés à relever ou à secourir.
- ART. 3. Les personnes désignées dans l'article précédent pourront, même après l'occupation par l'ennemi, continuer à remplir leurs fonctions dans l'hôpital ou l'ambulance qu'elles desservent, ou se retirer pour rejoindre le corps auquel elles appartiennent. Dans ces circonstances, lorsque ces personnes cesseront leurs fonctions, elles seront remises aux avant-postes ennemis par les soins de l'armée occupante.
- ART. 4. Le matériel des hôpitaux militaires demeurant soumis aux lois de la guerre, les personnes attachées à ces hôpitaux ne pourront, en se retirant, emporter que les objets qui seront leur propriété particulière. Dans les mêmes circonstances, au contraire, l'ambulance conservera son matériel.
- ART. 5. Les habitants du pays qui porteront secours aux blessés seront respectés et demeureront libres.
Les généraux des Puissances belligérantes auront pour mission de prévenir les habitants de l'appel fait à leur humanité, et de la neutralité qui en sera la conséquence.
Tout blessé recueilli et soigné dans une maison y servira de sauvegarde. L'habitant qui aura recueilli chez lui des blessés sera dispensé du logement des troupes, ainsi que d'une partie des contributions de guerre qui seraient imposées.
- ART. 6. Les militaires blessés ou malades seront recueillis et soignés, à quelque nation qu'ils appartiennent.
Les commandants en chef auront la faculté de remettre immédiatement aux avant-postes ennemis les militaires ennemis blessés pendant le combat, lorsque les circonstances le permettront et du consentement des deux partis.
Seront renvoyés dans leur pays ceux qui, après guérison, seront reconnus incapables de servir.
Les autres pourront être également renvoyés, à condition de ne pas reprendre les armes pendant la durée de la guerre.
Les évacuations, avec le personnel qui les dirige, seront couvertes par une neutralité absolue.
- ART. 7. Un drapeau distinctif et uniforme sera adopté pour les hôpitaux, les ambulances et les évacuations. Il devra être, en toute circonstance, accompagné du drapeau national. Un brassard sera également admis pour le personnel neutralisé, mais la délivrance en sera laissée à l'autorité militaire.
Le drapeau et le brassard porteront croix rouge sur fond blanc.
- ART. 8. Les détails d'exécution de la présente Convention seront réglés par les commandants en chef des armées belligérantes, d'après les instructions de leurs gouvernements respectifs, et conformément aux principes généraux énoncés dans cette Convention.
- ART. 9. Les Hautes Puissances contractantes sont convenues de communiquer la présente Convention aux gouvernements qui n'ont pu envoyer des plénipotentiaires à la Conférence internationale de Genève, en les invitant à y accéder ; le protocole est à cet effet laissé ouvert.
- ART. 10. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront changées à Berne, dans l'espace de quatre mois, ou plus tôt si faire se peut. En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Genève, le vingt-deuxième jour du mois d'août de l'an mil huit cent soixante-quatre.